

6 Société et Culture

Décennie de la femme gabonaise/ Trois questions à la présidente du Comité de pilotage, Marie-Françoise Dikoumba

“ Les travaux se poursuivent à pas comptés ”

Propos recueillis par Christian KOUIGA

Libreville/Gabon

Près de deux mois après le lancement de la consultation nationale de la “Décennie de la femme gabonaise : 2015-2025” décrétée par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, où en est-on désormais sur ce vaste challenge ? Dans ce mini-entretien, en sa qualité de présidente du Comité de pilotage chargé, entre autres de définir la méthodologie de réalisation de la consultation nationale, la ministre déléguée Marie-Françoise Dikoumba, situe l'opinion sur le chemin déjà parcouru... et le but visé par ce vaste projet républicain.

•L'Union : Madame le ministre, près de deux mois après le lancement de la “Décennie de la femme”, où en est, aujourd'hui, le comité de pilotage ?

—**Marie-Françoise DIKOUNBA :** Tout en vous remerciant, je dirai, d'emblée, que depuis le lancement de la consultation nationale par le vice-Premier ministre Paul Biyoghe Mba, les travaux au sein du comité de pilotage, qui est l'organe technique chargé d'élaborer les outils de la consultation nationale, ainsi que le contenu de la “Décennie de la femme”, se poursuivent normalement. Plusieurs étapes ont été franchies. Je cite, sans être exhaustive : la présentation de la méthodologie globale de la consultation nationale au comité de pilotage; l'élaboration des outils de collecte des données pour la revue documentaire; l'élaboration de la signature du décret de création et organisation des organes de la commission consultative nationale; la présentation de la méthodologie générale de la consultation nationale des outils à l'ensemble des membres de la commission nationale consultative; la formation des membres des sous-comités techniques sur l'utilisation des outils de collecte des données pour la revue documentaire, etc. Le comité de



Photo : Kouiga

Marie-Françoise Dikoumba, présidente du Comité de pilotage de la “DFG”.

pilotage que je préside comprend 16 sous-comités. Ceux-ci sont chargés de : préparer et mener des enquêtes de terrain; réaliser la revue documentaire; élaborer les rapports thématiques; proposer des recommandations et plans d'actions spécifiques; planifier et suivre la mise en œuvre des actions, des projets et recommandations de la consultation nationale de la décennie de la femme; impulser la réalisation des enquêtes par la conduite des analyses et expertises ad-hoc; assister et appuyer les structures; administrations et acteurs de la mise en œuvre du plan d'actions de consultation nationale.

•Mais vous êtes encore loin du compte !

—Bien sûr ! Puisque nous n'avons pas encore commencé les visites sur le terrain. Qu'à cela ne tienne, nous sommes actuellement en train de procéder à la collecte des données par les membres des sous-comités techniques et supervision par le secrétariat exécutif. Tout au long de ce mois de janvier, nous procéderons à la rédaction des rapports thé-

matiques et de synthèse de la revue documentaire; à la présentation du rapport de la revue documentaire et à l'adoption des outils d'enquêtes sur le terrain par la coordination générale, au dépôt du rapport d'étape de la revue documentaire. Quant à la caravane nationale chargée de réaliser les enquêtes de terrain et tenir des “fora” locaux de concertation, elle devra démarrer au mois de février 2016 par le Woleu-Ntem. Puisque le rapport final contenant : diagnostic, plan d'action, feuille de route, projet, programmes et budgets.. devra être soumis aux plus hautes autorités au plus tard fin mai prochain.

•Quelles sont les motivations réelles de ce projet républicain ?

—Fidèle aux engagements internationaux de notre pays, notamment en ce qui concerne les objectifs de la Décennie de la femme gabonaise, le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba a décrété en mars 2015, la période 2015-2025 : Décennie de la femme gabonaise. Le but est de faire un état des lieux transversal de la condition de la femme et de ses droits. Autrement dit, renforcer le cadre juridique et réglementaire qui permette à la femme gabonaise de jouir pleinement de ses droits d'ici 2025.

Le plan d'actions mis en place se décline en 7 grands axes stratégiques, dont le premier vise le “renforcement et la révision du cadre juridique, pour supprimer de notre corpus législatif et réglementaire, les dispositions discriminatoires à l'égard des femmes, et permettre à celles-ci de jouir de leurs droits”, etc.

Dès lors, j'invite toutes les composantes féminines à prendre la pleine mesure de l'opportunité qui s'offre à elles. Puisque, à travers cette initiative noble et louable du chef de l'Etat, soutenue par la première dame, Mme Sylvia Bongo Ondimba, dont la Fondation éponyme avait été la première à approfondir une réflexion, c'est l'amélioration des conditions et des droits de la femme gabonaise

Ici et ailleurs

• Phalocratie
Il coupe le nez de sa femme et se réfugie chez les talibans

Un Afghan a coupé le nez de son épouse après une dispute conjugale et trouvé refuge chez les rebelles talibans, dans une région reculée d'Afghanistan, ont annoncé, hier, les autorités. Un acte qualifié de “barbare” par les défenseurs des droits des femmes.

• Internet

Et le mot de passe le plus commun est...



Photo : AFP

Les appels à changer les mots de passe des ordinateurs, comptes bancaires et autres messageries en ligne ont beau se multiplier, des millions d'internautes s'en remettent toujours à des codes prévisibles comme “1-2-3-4-5-6” et se font pirater, souligne une étude américaine publiée hier. D'après le rapport annuel de la firme de sécurité informatique SplashData, qui a compilé les données de plus de deux millions de comptes ayant fuité en ligne, les mots de passe les plus communs n'ont pas changé depuis 2011 pour des internautes à travers le monde.

• Discrimination

Spike Lee boycotte les Oscars

Le metteur en scène et acteur noir américain Spike Lee et l'actrice Jada Pinkett vont boycotter la prochaine cérémonie des Oscars pour protester contre l'absence d'acteurs noirs parmi les concurrents pour la deuxième année consécutive. Après avoir exprimé sa gratitude pour l'Oscar d'honneur qui lui a été remis en novembre dernier, Spike Lee a interpellé l'Académie des arts et sciences du cinéma pour le manque de diversité ethnique parmi les candidats.

• Éducation

Le cyrillique de retour dans les programmes croates

Le recteur de l'Université de Zagreb a appelé, hier, à réintroduire dans les écoles de Croatie, au côté du latin, l'enseignement du cyrillique, utilisé par les Serbes, banni, depuis le conflit serbo-croate (1991-95), et dont l'utilisation sur des inscriptions bilingues avait été suivie d'incidents. “Nous devrions réintroduire dans les écoles des cours de cyrillique”, a déclaré Damir Boras, assurant que cet alphabet était également “un ancien alphabet croate”. Apprendre le cyrillique aiderait ainsi à la compréhension de textes historiques rédigés dans cet alphabet et, surtout, apaiserait les tensions inter-ethniques en Croatie.

Rassemblées par AJT

Choses vues

Lavages-auto au centre-ville

R.H.A

Libreville/ Gabon

ILS sont de plus en plus nombreux, ces automobilistes qui désertent les stations de lavage classiques pour des points de lavage naissant spontanément au centre-ville, aux abords des administrations et centres commerciaux de Libreville. En effet, depuis un certain temps, ces points de lavage s'invitent au centre-ville, au mépris de l'image de notre belle capitale. L'esplanade de l'hôtel le Crystal, le carrefour de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) et bien d'autres espaces sont ainsi transformés en stations de lavage de voitures à ciel ouvert. J.P, un des ces laveurs, nous a laissé entendre que ses camarades et lui s'approvisionnent en eau dans un ministère proche de leur lieu de lavage. Pour 1000 francs, il s'occupe uniquement du lavage externe du véhicule qui lui est confié. « Il faut



Photo : R.H.A

Sur l'esplanade de l'hôtel Crystal, les automobilistes sont nombreux à confier leurs voitures à ces gardiens-laveurs d'occasion. Photo de droite : Un lavage de voitures en face du siège social de la SEEG.



Photo : R.H.A

que les voitures soient bien lavées pour que les propriétaires reviennent chez moi. Vous savez que la concurrence est rude» ajoute-t-il, goguenard. À l'aide d'un seau d'eau et d'un chiffon, ils se mettent à l'œuvre pour que les véhicules qui leur sont confiés soient aussi propres que reluisants. Il convient de noter que cette activité est souvent associée à celle du gardiennage. Une scène à laquelle nous avons assistée nous a permis de comprendre le fonction-

nement des jeunes gens qui se livrent à cette activité. Dès qu'une voiture arrive ils aident le conducteur à trouver un emplacement pour se garer et le guident afin de lui permettre de réussir son créneau, compte tenu de l'étroitesse de la chaussée et de l'absence d'un parking permettant un bon stationnement. Organisés en petits groupes, chaque entité veille et propose divers services (lavage, gardiennage, etc.) sur son “territoire”, pour une somme

comprise entre 1000 et 1500 francs. À l'hôtel le Crystal, la pratique est la même. Ils remplissent d'eau au préalable des fûts pour leur activité. Il s'agit généralement de l'eau de pluie ou celle recueillie dans des fontaines publiques environnantes. Un des usagers rencontré nous a confié qu'il n'a pas d'autre choix que de leur confier sa voiture. « Je lave ma voiture ici, parce que c'est là que je la gare tous les jours. Le gardiennage ne me coûte que 500

francs par jour. Et pendant que je suis au bureau, je suis convaincu qu'à la sortie, je trouverai ma voiture bien propre et sans dommages», a-t-il ajouté satisfait. Cette pratique permet certainement de générer un minimum de revenu à ces jeunes déscolarisés et désœuvrés, mais, il faut l'avouer, elle ternit l'image de la ville. L'idéal serait de leur trouver un cadre approprié, qui préserverait en même le visage de la capitale.